

Rapport sur les manuels de sciences économique et sociales des Editions Hachette

Kevin H. O'Rourke¹

Je veux tout d'abord souligner que je n'ai lu que la série de manuels édités par Hachette. Mes remarques ci-dessous ne concernent donc que ceux-ci.

Ces manuels m'ont beaucoup impressionné. La plupart des documents sélectionnés sont excellents. La quantité de données actualisées et la manière dont elles sont présentées sont encore plus impressionnantes. A la fin de ces trois années, les élèves devraient avoir vraiment l'habitude de l'analyse de données sous forme de graphiques, ce qui est un point non négligeable. La théorie économique qui y est présentée est généralement à jour, bien que j'aie naturellement quelques critiques (cf. ci-dessous) dont, je pense, il devrait être tenu compte dans les éditions ultérieures. Certains chapitres sont plus faibles et j'y reviendrai plus bas. Cependant, dans l'ensemble, je serais heureux que nous ayons en Irlande quelque chose de moitié aussi bon. Ce cours enseigne, me semble-t-il, beaucoup de choses aux élèves tant sur l'économie que sur les sciences économiques.

L'objectif d'une étude comme celle-ci est en grande partie de suggérer des améliorations, ce que je fais ci-dessous, en prenant un livre après l'autre. Mais je voudrais à nouveau souligner qu'à mon avis, il s'agit d'une excellente série de manuels.

Classe de Seconde

J'ai été extrêmement impressionné par ce manuel. J'ai également apprécié le programme du ministère pour l'année. Il m'a paru logique et bien pensé : premièrement étudier les ménages et la consommation, c'est-à-dire le côté demande du marché. Deuxièmement, étudier les entreprises et la production, soit l'offre du marché. Troisièmement, rapprocher l'offre et la demande et examiner la manière dont fonctionnent les marchés et dont il leur arrive de ne pas fonctionner. Quatrièmement, s'intéresser particulièrement au marché du travail, qui préoccupe manifestement beaucoup les élèves et leurs parents. (Je laisse de côté la dernière partie du cours qui est purement sociologique.)

Je trouve également bien faite la structure interne de ces quatre sujets. Il m'a semblé qu'avoir un premier chapitre sur la consommation, le revenu disponible et l'élasticité des prix, suivi d'un chapitre traitant de certains déterminants sociologiques des modes de consommation était une manière intelligente d'intégrer les aspects économiques et sociologiques du cours. De plus, c'est probablement une très bonne introduction à ce sujet dans son ensemble. J'ai une remarque relativement mineure sur le premier chapitre. La deuxième partie parle du « pouvoir d'achat », ce qui laisse penser qu'on va traiter des revenus et du niveau des prix en général. Or on aborde alors les variations des prix relatifs et l'élasticité des prix – sujet important et qui est ici bien traité, mais qui est en fait un tout autre sujet. J'ai aussi une remarque un peu plus sérieuse : à la fin du chapitre, les élèves sont invités à débattre de la question de savoir s'il faut ou non augmenter les impôts en France. Dans le contexte de ce chapitre, où il a été question des revenus et de la consommation, ce débat va probablement porter entièrement sur la stricte redistribution forfaitaire. Mais je ne suis pas certain qu'en fait, le débat fiscal en France porte, ou doit porter, sur ce point.

J'ai de même apprécié que le « bloc production » du cours commence par examiner les différents types de producteurs avant d'étudier certains des choix que doivent faire ces producteurs. Le chapitre 4 comporte une intéressante analyse de la manière dont on peut attirer en Bretagne une multinationale chinoise fabriquant des produits laitiers pour y localiser sa production. Je ne suis pas sûr que cette analyse, qui ouvre le chapitre, s'intègre parfaitement au reste du chapitre qui porte sur le coût relatif des facteurs, les économies d'échelle, la productivité, la manière de produire, etc. On aurait probablement pu faire le lien entre l'attractivité d'une région et les activités maximisant le profit des entreprises, mais ce n'est pas le cas.

Le chapitre sur l'offre et la demande est selon moi très bien et c'est une bonne idée de prendre la pollution comme exemple de l'absence de fonctionnement optimal des marchés. Le seul problème que

¹ Texte traduit par Isabelle Hausser.

semble poser le programme, tel que défini par le ministère, est que le chapitre sur l'offre, la demande et la détermination du prix est purement positif (et très bien fait). Ce qui signifie que la seule analyse normative des marchés est celle ayant trait à la pollution et aux manières de rendre le marché plus efficient (également très bien fait selon moi). En revanche, la raison pour laquelle il arrive que les marchés fonctionnent bien n'est malheureusement pas abordée ici. Pour les élèves qui font de l'économie pendant trois ans, cela ne posera pas problème puisqu'il y a une analyse du surplus du consommateur et de celui du producteur en Première. Cependant si on ne suit que le cours de Seconde, il y a un petit risque qu'on conclue qu'en général, les marchés ne fonctionnent pas bien.

J'ai trouvé très bien fait le chapitre sur l'éducation, les qualifications et la formation du capital humain. Il aurait été utile de définir certains des acronymes de la page 100 (DUT/BUT, et cetera), je note du reste que le manuel de Terminale le fait. On trouve, page 105, une excellente analyse du niveau de formation relatif des enfants d'immigrés. Elle établit que, si les chiffres bruts montrent que ceux-ci ne se débrouillent pas très bien, une fois que l'on intègre les origines sociales, leurs résultats sont en fait meilleurs que ceux des autochtones. Ce qui me plaît beaucoup est que cette analyse amène les élèves à réfléchir en termes de causalités multiples et de corrélations partielles, sans les décourager par un recours à la terminologie des statistiques. Ce serait une très bonne chose de multiplier ce type de raisonnement empirique.

Je n'ai pas du tout trouvé bon le chapitre suivant, sur le chômage. C'est une très bonne idée de consacrer un chapitre au chômage, mais le ministère l'a conçu d'une manière qui, selon moi, n'est absolument pas instructive. On demande aux élèves si le chômage est dû à des coûts salariaux excessivement élevés ou à la faiblesse de la demande. Cela me semble renvoyer directement au paysage politique français ; poser la question en ces termes paraît extraordinairement partisan. La seule réponse raisonnable à une question comme celle-ci est « cela dépend et il peut arriver que tous deux en soient responsables ». On pourrait aborder les différents types de chômage ou les différences existant entre la persistance d'un niveau élevé de chômage et des hausses de chômage et ainsi de suite. Mais ce n'est pas ce qui est fait ici.

Le chapitre s'ouvre sur la question de savoir si les gens ont les compétences nécessaires ou non. Il y a aussi une très longue partie sur le coût élevé du travail et la délocalisation. De l'autre côté de l'équation (la demande), on fait le choix bizarre de se concentrer sur la contribution des augmentations de salaires à la demande. Elles y contribuent, bien sûr et, dans les chapitres précédents, les élèves ont en effet vu qu'il y a un lien entre les revenus des ménages et la consommation. Je vois donc bien pourquoi on a fait ce choix. Mais, si l'on veut donner à la demande sa juste place, il faudrait étudier l'investissement, les dépenses publiques, la fiscalité et le commerce extérieur. Ce qui n'est pas fait. La question est donc inutile et l'analyse laisse beaucoup à désirer : on amène en fait les élèves à conclure qu'augmenter les salaires est mauvais pour les coûts et bon pour la consommation et c'est cette vision qui détermine le parti auquel on se range sur cette question. Je ne pense pas que cela contribue à « éduquer de futurs citoyens », cela leur apprend plutôt à imiter le débat public français, extrêmement stérile, sur le chômage. Ce qui me frappe c'est qu'on a besoin en France de gens à droite qui soient disposés à reconnaître que la demande peut avoir de l'importance ; de gens à gauche disposés à reconnaître que les coûts peuvent avoir de l'importance ; et des citoyens des deux bords disposés à admettre que le moyen de discriminer entre ces positions passe par la preuve empirique et que le monde est un endroit compliqué, où beaucoup de choses peuvent se produire en même temps.

A cela s'ajoute le fait que, alors qu'on présente nombre d'éléments empiriques de très bonne qualité sur le coût du travail en France, le keynésianisme soit représenté par un « encadré » qui explique en gros aux élèves qu'il y a longtemps, un économiste anglo-saxon aujourd'hui décédé avait une théorie dans laquelle l'investissement jouait un rôle important. Si on donne aux élèves des faits actualisés d'un côté et qu'on y joint des éléments d'histoire des idées qui, par-dessus le marché, impliquent un Anglais, il me semble que les élèves sont un peu incités à aller dans ce sens. On pourrait au moins s'attendre, dans un manuel aussi admirablement inspiré par l'empirisme, que les faits sur les coûts du travail soient juxtaposés à des faits sur la hausse du chômage en Europe et en Amérique du Nord après 2008. On aurait pu demander aux élèves si l'augmentation des coûts du travail en était responsable.

Cela dit, il n'en est pas moins vrai que le chapitre sur les cycles dans le manuel de Terminale est vraiment excellent et répond à toutes les critiques que je viens de faire. Mon seul souci concerne les élèves qui n'auront étudié cette question qu'en seconde.

Classe de Première

Là encore, c'est selon moi, un manuel impressionnant et bien fait. Après un chapitre introductif, on trouve trois chapitres sur la microéconomie, se concentrant sur les entreprises, les marchés et la concurrence et les différentes structures de marché. Suivent trois chapitres sur la macroéconomie, qui étudient la monnaie et le financement, le rôle de la puissance publique et le rôle de la politique macroéconomique dans la stabilisation de l'activité économique. De manière générale, j'ai trouvé ces chapitres excellents.

Le chapitre le moins bien construit est à mon avis le premier sur « les grandes questions posées par les économistes ». Il y a trois grandes parties, deux sur la microéconomie et une sur la macroéconomie. Les parties sur la microéconomie sont analytiques et posent des questions : comment faire des choix quand les ressources sont limitées ? Quels sont les bénéfices du commerce et des échanges ? On y donne des réponses analytiques. Quant à la partie sur la macroéconomie, elle est pour l'essentiel strictement descriptive. La 3^{ème} partie est intitulée « quel est le rôle de l'activité économique ? », ce qui donne le sentiment qu'on pourrait y apporter une réponse économique ou philosophique. Mais en fait, cette partie étudie la manière dont on mesure le PIB, comment il est réparti, comment on peut le décomposer par type de dépenses etc. Tout ceci est utile, mais ne constitue pas une réponse à une « question » en tant que telle et ne répond sûrement pas à la question « quel est le rôle de l'activité économique ? »

Je me demande comment les élèves vont se sortir des documents présentés sur le commerce international. Je ne trouve pas terrible le document page 20 sur l'avantage comparatif. Je pense en fait qu'à ce niveau, un petit exemple numérique pourrait être accessible. Et je me demande si on n'attend pas trop des élèves sur le document concernant le commerce intra-branche, même s'il est bon en soi. Je trouve curieuse l'idée suggérée vers la fin de la page 21 que le problème des importations bon marché tient à ce qu'elles sont de mauvaise qualité.

Page 26, le PIB est décomposé par type de dépenses. Je dois dire que je préférerais qu'on analyse séparément les dépenses publiques plutôt que de les inclure implicitement dans la consommation et l'investissement. Juxtaposer cette décomposition avec l'énoncé, dans la synthèse de la page 33, que « chacune de ces utilisations du PIB constitue un moteur de croissance » me paraît potentiellement dangereux. Cela me semble suggérer au lecteur qu'on devrait essayer d'analyser la croissance en termes de croissance de la consommation, d'augmentation de l'excédent commercial, etc. Ce n'est évidemment pas ainsi qu'on procéderait (et, pour être honnête, le chapitre sur la croissance dans le manuel de Terminale est excellent).

J'ai trouvé bien fait le chapitre 2 sur les entreprises et la production. J'ai apprécié le fait qu'il analyse le compte de résultat et le bilan. Je reformulerais la définition des objectifs d'une entreprise dans la partie de synthèse page 54. Il y est dit qu'une entreprise essaie de maximiser les ventes et de minimiser les coûts de manière à maximiser ses profits, ce qui n'est pas tout à fait exact. En effet, on a auparavant montré aux élèves que les entreprises maximisant les profits ne maximisaient pas les ventes.

J'ai aussi aimé le chapitre 3 sur les marchés, notamment le début qui se penche sur certains marchés concrets. La partie sur les limites de l'échange marchand est un peu étrange. Il y a trois parties sur l'échange non-marchand qui sont positives (quels types d'échanges trouvons-nous dans le monde réel qui ne sont pas réalisés sur des marchés), juxtaposées à une analyse du travail des enfants, ce qui est un sujet tout à fait différent et qui relève du normatif. Les deux sont intéressants en soi, mais ils ne vont pas ensemble. Je trouve que les données sur les ventes de voitures sont un bon exemple d'inventivité dans l'utilisation des données disponibles dans cette série de manuels. D'un autre côté, la comparaison entre analyses « néoclassiques » et « keynésiennes » du marché du travail page 75 tourne un peu à la confrontation stérile. Je pense en outre que la partie sur le débat entre libre échange et protectionnisme risque d'être trop vaste et qu'elle s'intègre mal au reste du chapitre. Je me demande dans quelle mesure les élèves seront vraiment capables de comprendre les arguments. Y figurent des arguments sur la croissance, qui n'a pas encore été traitée par le cours, et sur les économies d'échelle, alors que les marchés à concurrence imparfaite ne sont traités que dans le chapitre suivant. Il vaudrait sans doute mieux introduire cette discussion après le chapitre qui traite des défaillances du marché.

Le chapitre sur la concurrence imparfaite et les défaillances du marché est lui aussi très bon. Je trouve par exemple excellente l'étude du cas de Nespresso. J'ai deux remarques mineures. L'analyse page 93 de la privatisation de choses telles que l'eau et l'éducation n'est pas très bienvenue. L'eau et l'éducation sont définies comme des biens collectifs ou publics, mais ce ne sont pas des biens publics au sens où l'est l'éclairage public. Cela risque d'amener à des confusions chez les élèves. Deuxièmement, il y a un bon tableau page 96 sur les hypothèses sous-tendant le modèle de la concurrence parfaite, mais il est intitulé « De la Théorie à la Réalité ». Certains élèves pourraient l'interpréter comme signifiant qu'il y a d'un côté la théorie économique en général et de l'autre la réalité. Mieux vaudrait appeler le tableau « De la Théorie de la Concurrence Parfaite à la Réalité ».

Je n'ai qu'une seule remarque sur le chapitre 5. On y trouve un bon document sur les raisons pour lesquelles les investisseurs ont besoin de financement. Mais il indique que, dans la comptabilité nationale, le besoin de financement est mesuré par l'écart entre l'investissement et l'épargne. Ce qui risque manifestement d'embrouiller les élèves puisque les investisseurs continueront à avoir besoin de financement même dans des pays sans mobilité internationale des capitaux ! C'est néanmoins un très bon chapitre.

J'ai été heureux de voir que le chapitre 6 commençait par la présentation classique de Richard Musgrave des fonctions de l'Etat. L'une d'elle est la stabilisation et il est malheureux qu'elle ait été oubliée dans le reste du chapitre. Je sais bien que le chapitre suivant porte entièrement sur la stabilisation macroéconomique, mais, puisque au chapitre 6 figure une analyse de la manière dont une crise économique peut aggraver les déficits budgétaires (page 148), on aurait pu utilement y mentionner les stabilisateurs automatiques. Sur un autre sujet, on aurait pu citer la démographie dans l'analyse des déterminants à long terme des déficits et du niveau d'endettement. Je pense que le débat, page 152, sur la question de savoir si « des réductions drastiques des déficits budgétaires sont bonnes ou mauvaises pour la croissance » est contre-productif. Comme dans d'autres débats figurant dans ces manuels, il s'agit vraiment d'amener les élèves à réfléchir au contexte et cela m'ennuierait que la manière dont sont posées les questions les conduise à penser que la réponse est soit « bonnes » soit « mauvaises ».

C'est dans le chapitre sur les politiques de stabilisation macroéconomique (chapitre 7) qu'il est tout à fait essentiel de présenter une position équilibrée. Même si je pense que les auteurs ont bien travaillé, j'ai quelques remarques. Page 163, la présentation de la détérioration de la balance commerciale française est très axée sur les problèmes de différents secteurs et traite aussi de l'euro. A la page suivante, on trouve une présentation du déficit commercial américain qui se concentre entièrement sur les dépenses américaines et l'épargne chinoise. Je pense qu'il aurait été bénéfique sur le plan pédagogique d'indiquer aux élèves qu'il s'agit de deux types d'analyses très différentes. Une remarque générale sur ce chapitre : le manuel a été publié en 2011. On y trouve donc un très bon développement sur le besoin de coordonner les politiques d'expansion budgétaire en Europe. Aujourd'hui (2016), on aimerait que les élèves réfléchissent aux tentatives de la zone euro d'imposer aux Etats membres des politiques budgétaires déflationnistes. Page 172 figure une analyse du « carré magique » de Kaldor qui indique que les gouvernements se préoccupent de la croissance, du chômage, de l'inflation et de la balance commerciale. Le dernier de ces quatre objectifs gagnerait certainement à être développé. De même, l'analyse page 174 du coût de l'inflation aurait pu utilement inclure une étude du coût de la déflation ainsi que des bénéfices d'une inflation modérée (en termes d'ajustement des prix relatifs, notamment dans le contexte d'une zone monétaire commune).

Classe de Terminale

Le programme économique de terminale traite trois sujets : la croissance et les fluctuations ; la mondialisation ; l'environnement. L'idée semble être que les élèves ayant acquis les connaissances de base en économie l'année précédente, abordent à présent des questions politiques importantes. Je sais que la précédente commission chargée d'évaluer les programmes économiques français trouvait qu'on en demandait trop aux élèves d'économie. Je dois dire que je trouve très judicieux le choix de ces trois sujets. Bien sûr la question de savoir si le programme est trop vaste doit aussi intégrer le fait que les élèves sont également censés étudier la sociologie. Il faut en outre tenir compte du volume horaire alloué à cet enseignement, point que je ne connais pas assez pour prendre position sur cette question d'une manière ou d'une autre. Mais le choix des sujets me plaît beaucoup.

Je trouve vraiment remarquables les deux chapitres sur la croissance et les fluctuations. Ils sont à jour, bien informés, proposent une vaste sélection de lectures et beaucoup de données utiles. Le chapitre sur les fluctuations est extrêmement équilibré. Il aborde à la fois l'impact des chocs et la possibilité de cycles endogènes. Il étudie la crise récente de manière extensive. Et il reconnaît explicitement que l'offre et la demande sont toutes deux importantes (ce qui était mon gros reproche dans le chapitre correspondant du manuel de seconde). Je n'ai qu'une seule critique : je ne pense pas qu'il soit juste de dire que des politiques budgétaires procycliques sont une idée libérale. Elles sont une erreur et je ne pense pas que qui que ce soit puisse soutenir le contraire.

Les chapitres sur la mondialisation sont moins réussis. Le chapitre 3 traite du commerce international. J'ai beaucoup aimé l'analyse des déterminants des échanges, de la structure internationale du système du commerce international et des déterminants de la spécialisation. L'analyse normative des échanges n'est pas aussi bien faite. Ce chapitre (et le suivant) laissent entendre de manière répétée que les échanges et les investissements internationaux peuvent ne pas être une bonne chose pour les pays en développement. Pages 74 et 75, il y a une espèce de vague document qui soutient que les échanges profitent moins aux pays ayant une main d'œuvre abondante qu'à ceux ayant une abondance de capitaux ; il évoque l'élasticité infinie de l'offre de main d'œuvre du Sud et, de manière générale, fait état de la persistance de la division Nord-Sud. Les documents suivants évoquent la volatilité des prix des produits de base. Cela me paraît une manière très curieuse de présenter l'impact du commerce sur le monde en développement : l'ancienne division Nord-Sud du travail, qui est apparue au XIXe siècle, ne tient plus aujourd'hui puisque le Sud exporte de plus en plus de produits manufacturés vers le Nord. Comme nous le savons, c'est l'un des principaux moteurs de croissance dans de nombreuses économies en développement. De même, page 84, figure un document suggérant que les transferts de technologie n'aident pas vraiment les pays en développement – ce qui, de nouveau, me paraît dépassé. Dans la synthèse des pages 88 et 89, il est dit que « les inégalités de développement persistent entre les pays en fonction de leur dotation en facteurs de production et de leur type de spécialisation » et que ceci est particulièrement vrai dans la mesure où les termes des échanges s'aggravent. Ce qui, de nouveau, me paraît dépassé et qui laisse entendre que les différences de revenus sont *dues au commerce* alors que, bien sûr, elles pourraient être dues à nombre d'autres facteurs. (L'analyse page 112, au chapitre 4, va dans le même sens.)

Non seulement, le manuel induit ici en erreur les élèves sur l'impact réel des échanges sur le niveau de vie dans les économies émergentes, mais il contribue à les détourner de l'un des grands problèmes moraux et pratiques de notre époque : le commerce est probablement bon pour les travailleurs des pays pauvres, mais il peut parfois perturber les pays riches et nuire à certains travailleurs de ces pays. Que faut-il faire ?

On trouve ici une abondante documentation sur les entreprises multinationales, ce qui est très bien. J'ai apprécié les documents sur le commerce intra-firme, la division du travail chez Boeing et les prix de transfert. J'aurais cependant aimé qu'on définisse au préalable ce qu'est une entreprise multinationale. En effet, l'investissement à l'étranger et l'achat de matériel à des sous-traitants indépendants font l'objet de développements communs, comme exemples du genre d'activités dans lesquelles les multinationales sont impliquées. Mais il s'agit de choses assez différentes si on part de l'idée que ce qui définit l'entreprise multinationale est la propriété et le contrôle. J'aurais en effet aimé une analyse du choix entre transactions de pleine concurrence et activité multinationale, les actifs incorporels etc.

Le chapitre 4 traite de la balance des paiements et des taux de change. J'aurais aimé que soit représenté un bilan stylisé avec des exemples de transactions particulières et le fait que celles-ci apparaissent à la fois au crédit et au débit du bilan. J'aurais aussi aimé que le texte analyse ce que peut signifier le fait de dire que la balance des paiements n'est pas équilibrée. La synthèse y fait allusion, mais cela méritait un développement dans le texte proprement dit. On trouve page 100 un document très inopportun suggérant que la balance commerciale permet de « mesurer la compétitivité de l'économie » et qu'elle est la « locomotive de la balance des paiements » en ce qu'elle détermine la balance commerciale des services et la balance des opérations en capital. Tout ceci devrait être supprimé.

L'autre problème de ce chapitre concerne son analyse des déterminants des taux de change. Le chapitre laisse entendre que les taux de change sont déterminés par l'offre et la demande de devises qui est une conséquence des échanges. On suggère donc que les déficits et les excédents commerciaux

pourraient s'autocorriger (page 106). Ce qui va sans doute complètement embrouiller les élèves. On leur a déjà dit que le commerce ne constitue qu'une toute petite proportion des opérations de change. On leur a présenté ensuite des documents disant qu'en fait, les taux de change flottants n'ont pas tenu leur promesse à cause de la « spéculation ». Ils risquent d'en retirer l'impression que l'on ne peut absolument rien dire d'utile sur la détermination des taux de change puisque la théorie ne fonctionne pas à cause de la « spéculation ». Il conviendrait de leur parler de la parité des taux d'intérêt non couverte.

Le chapitre sur l'Union Européenne n'est pas particulièrement remarquable. On y trouve une bonne documentation empirique sur les échanges entre l'Europe et le reste du monde, etc. Cependant, la principale question posée par le chapitre est « l'union monétaire est-elle un atout face à la mondialisation ? » Ce qui paraît une question très curieuse. Cela aurait eu plus de sens, me semble-t-il, de demander si la politique commerciale commune de l'Union Européenne est un atout dans le contexte de la mondialisation. De plus, la réponse à cette question n'est pas convaincante. Le texte de la page 128 sur les bénéfices attendus de l'euro insiste sur l'élimination des dévaluations compétitives et l'utilisation de l'euro comme monnaie de réserve et indique également qu'il permettra plus d'autonomie de la politique budgétaire. (!) J'aurais souligné que le principal bénéfice attendu est l'intégration du marché. L'absence de texte sur les coûts attendus de l'Union Economique et Monétaire est à mon avis un grand problème. De même, s'il y a un texte justifiant le Pacte de Croissance et de Stabilité, il n'y en a pas un seul sur ses éventuels inconvénients. Figure un document exposant les grandes lignes des avantages de l'euro face à la « crise de la dette », mais il n'y a rien sur ses inconvénients. J'espère vraiment que lorsque ce manuel sera actualisé, la performance relative de la zone euro, des Etats-Unis et du Royaume Uni depuis 2008 sera étudiée, de même que les désastres de la Grèce et de Chypre. Il y a enfin un petit document positif sur la stratégie « Europe 2020 ». Le lire en 2016 donne une impression assez étrange.

Le chapitre s'ouvre sur une citation de Jean Monnet, disant que l'objectif de l'Europe est d'unir les peuples plutôt que les Etats. Ce n'est pas une mauvaise chose de nous le rappeler. Mais, pour réaliser cet objectif, il est vraiment important que l'économie fonctionne bien. Ce chapitre devrait en outre être bien plus analytique et beaucoup moins encenseur.

Le chapitre 6 étudie la croissance et l'environnement. On y trouve une bonne et abondante documentation sur le capital naturel, la pollution sous ses diverses formes, l'histoire du « développement durable », etc. D'un autre côté, le chapitre demande « la croissance est-elle compatible avec la protection de l'environnement ? ». Et on ne voit pas clairement s'il répond à cette question. La courbe de Kuznets est pertinente sur ce point, mais il n'y a pas beaucoup de documents sur ce sujet. On nous dit qu'il faudrait combattre la pauvreté globale sans donner aux élèves une idée des difficultés que cela pourrait engendrer pour l'environnement. Je trouve donc ce chapitre utilement descriptif, mais insuffisamment analytique. Par exemple, la partie sur le développement durable cite les « Limites de la Croissance » du Club de Rome. Ce qui constitue un type d'argument très différent de ceux fondés sur le changement climatique et il eût été bon de le faire ressortir.

D'un autre côté, je trouve excellent le chapitre 7 sur les politiques de l'environnement.